



Varsovie, le 20.01.2015

**La communauté internationale met l'accent sur le contexte politique des poursuites judiciaires à caractère criminel du leader de l'opposition kazakhe, Moukhtar Abliazov, et appelle les autorités françaises à empêcher son extradition**

Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme, la Ligue Française pour les Droits de l'Homme et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont maintes fois souligné la nature politique de l'affaire Moukhtar Abliazov, et elles ont appelé à empêcher son extradition vers le Kazakhstan ou vers tout autre pays où il peut devenir victime d'un procès malhonnête ou risque d'être livré au Kazakhstan. Les défenseurs des droits de l'homme signalent qu'ils ne peuvent pas évaluer la validité des accusations contre Abliazov, quoi qu'il en soit, toute accusation contre lui devrait être examinée au sein de l'UE.<sup>1</sup>

Dans sa résolution du 13 mars 2014, **le Parlement Européen** a exigé du Kazakhstan de « *retirer toutes ses demandes d'extradition à l'encontre des opposants politiques* ». <sup>2</sup> La porte-parole pour les Relations Extérieures de l'Union Européenne, Viola von Cramon ; le président du Comité des Affaires Etrangères du Parlement Européen, Elmar Brok ; le président du Sous-Comité pour les Droits de l'Homme du Parlement Européen, Barbara Lohbihler, ainsi que les députés du Parlement Européen : Nicole Kiil-Nielsen, Niccolò Rinaldi, Benedek Javor, Graham Watson, Kosma Złotowski, Tunne Kelam, Anna Gomez, Heidi Hautala, Rebecca Harms, Andrzej Duda, Anna Fotyga, Beata Gosiewska, Marek Gróbarczyk, Marek Jurek, Zdzisław Krasnodębski, Stanisław Ożóg, Bolesław Piecha, Kazimierz Ujazdowski, Jadwiga Wiśniewska, Janusz Wojciechowski, Fernando Maura Barandiaran et la députée du parlement et présidente de la Commission pour les Affaires Européennes, Danielle Auroi.

Le 1 août 2013, **Viola von Cramon** a déclaré : « *En 2011, l'oligarque et homme politique kazakh a obtenu le droit d'asile politique en Grande Bretagne, non sans raison. Le gouvernement kazakh exerce une pression intentionnelle sur l'opposition politique et il a déclenché une véritable chasse d'envergure internationale (contre Moukhtar Abliazov et ses associés. Les délits économiques pour lesquels le dissident a été incriminé, sont dans les faits inséparables des persécutions politiques continues engagées contre lui, comme c'était le cas de Khodorkovsky en Russie... Le gouvernement fédéral devrait faire une déclaration publique concernant ce problème et expliquer clairement à son partenaire français que la remise d'Abliazov constitue une menace à la réputation européenne* ». <sup>3</sup>

**Elmar Brok** et **Barbara Lohbihler** ont exprimé leur profonde inquiétude de savoir si les droits de l'homme seront respectés dans le cas de l'extradition du leader de l'opposition, Moukhtar Abliazov, d'Alexander Pavlov et de ses autres collègues, « *compte tenu du durcissement des mesures de représailles contre l'opposition, les médias indépendants et la société civile, ainsi que des dernières modifications dans le système judiciaire au Kazakhstan* ». <sup>4</sup> Les députés du parlement polonais, Tomasz Makowski, Łukasz Krupa et Maciej Mroczek ont déclaré que **la campagne de représailles contre les**

<sup>1</sup> <http://www.amnesty.org/en/news/france-ensure-safety-kazakhstani-opposition-figure-2013-08-01> ; <http://www.hrw.org/news/2013/08/08/france-protect-critic-kazakhstan-government> ; <https://www.fidh.org/en/eastern-europe-central-asia/kazakhstan/kazakhstan-open-letter-to-mr-valls-and-mr-fabius-concerning-the-potential-13908> ; <http://www.amnesty.org/en/for-media/press-releases/france-stop-extradition-kazakhstani-opposition-activist-risk-torture-2014-1>

<sup>2</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2014-0252&language=GA>

<sup>3</sup> [http://www.gruene-bundestag.de/presse/pressemitteilungen\\_ID\\_2000147/2013/juli/eu-staaten-duerfen-sich-nicht-an-kasachischer-jagd-auf-oppositionspolitiker-beteiligen\\_ID\\_4389629.html](http://www.gruene-bundestag.de/presse/pressemitteilungen_ID_2000147/2013/juli/eu-staaten-duerfen-sich-nicht-an-kasachischer-jagd-auf-oppositionspolitiker-beteiligen_ID_4389629.html)

<sup>4</sup> [http://barbara-lochbihler.de/cms/upload/PDF\\_2013/11\\_14\\_D201357042\\_EB\\_BL\\_to\\_Ashton\\_on\\_MS\\_extradit\\_to\\_Kazakhstan.pdf](http://barbara-lochbihler.de/cms/upload/PDF_2013/11_14_D201357042_EB_BL_to_Ashton_on_MS_extradit_to_Kazakhstan.pdf)

---

**opposants politiques affectait directement Moukhtar Abliazov et ses alliés : Muratbek Ketebayev, Tatyana Paraskevich et Alexander Pavlov<sup>5</sup>.**

Selon la militante pour les droits de l'homme ukrainienne, Tatyana Pechonchik, la nature politique de l'affaire Abliazov est confirmée une fois de plus par le fait que **les collaborateurs d'Abliazov ont obtenu le droit d'asile politique** en Grande Bretagne (Zhaksylyk Zharimbetov et Roman Solodchenko), en Pologne (Muratbek Ketebayev), en Italie (Alma Shalabayeva et Alua Abliazov) et le fait que **la République Tchèque et la Grande Bretagne ont refusé de donner suite aux demandes d'extradition** de Tatyana Paraskevich et d'Igor Kononko.

Les défenseurs des droits de l'homme ukrainiens ont exprimé leur regret par rapport aux événements qui, dans le cas d'Abliazov, ont impliqué «une pression de type lobbying sur les forces de l'ordre ukrainiennes, qui peut être qualifié de corruption». <sup>6</sup> 11 députés polonais du Parlement Européen ont déclaré : Les demandes d'extradition – manifestation de nature politique – ont été déposées dans ce cas par les forces de l'ordre russes et ukrainiennes (sous le régime d'Yanukovych), qui étaient bien disposées envers le gouvernement kazakh. Les procédures extraditionnelles sont peu transparentes.<sup>7</sup>

Le député au parlement polonais Artur Dębski et l'ancien maire de Varsovie, Marcin Świącicki, ont exhorté les autorités ukrainiennes "afin qu'elles arrêtent la coopération avec les régimes autoritaires en Russie et au Kazakhstan, pour ce qui concerne le recours abusif au système d'Interpol en vue de persécuter les opposants politiques".<sup>8</sup> Le député du Parlement Européen, Kosma Złotowski et la sénateur italienne, Manuela Serra ont attiré l'attention des autorités ukrainiennes et françaises sur la collaboration illégale de la partie kazakhe avec les enquêteurs ukrainiens.<sup>9</sup>

Le 14 octobre 2014, **les membres de l'Assemblée Parlementaire auprès le Conseil de l'Europe** : Frank Schwabe, Chiora Taktakishvili, Mechthild Rawert, Kimmo Sasi, Mailis Reps, Pieter Omtzigt, Gerardo Giovagnoli et Tinatin Bokuchava **ont appelé la France, la République Tchèque et l'Espagne à bloquer l'extradition de Moukhtar Abliazov et de ses alliés vers la Russie, l'Ukraine ou le Kazakhstan** : « L'engagement de l'Ukraine dans cette affaire est un héritage évident du régime de Yanukovych, qui collaborait étroitement avec la Russie et le Kazakhstan. Les nouvelles autorités ukrainiennes devraient à présent se distancier des activités des autorités précédentes, qui étaient en violation patente des standards du Conseil de l'Europe pour les droits de l'homme, et garantir qu'elles ne suivront pas la voie des recours abusifs au système d'Interpol à des fins politiques, visant à persécuter les militants de l'opposition ». <sup>10</sup> Le membre de la délégation hollandaise de l'APCE, Pieter Omtzigt, a demandé au vice-président de la délégation ukrainienne de l'APCE, Serhiy Sobolev, d'informer les autorités ukrainiennes de l'appel à cesser la collaboration à des fins de corruption avec les forces de l'ordre kazakhes et russes, conduite dans le cadre de la persécution de l'homme politique, Moukhtar Abliazov.<sup>11</sup>

**Les organisations ukrainiennes pour les droits de l'homme** ont également appelé les autorités françaises afin qu'elles prennent en considération les motifs politiques qui se tiennent derrière l'affaire Abliazov, l'influence excessive des autorités kazakhes sur les forces de l'ordre ukrainiennes, le manque de réformes judiciaires en Ukraine et le danger qu'Abliazov soit livré illégalement au Kazakhstan. **Les appels aux autorités françaises ont été adressés par les organisations des droits de l'homme**

---

<sup>5</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/3920.polish-parliamentarians-appeal-to-ukraine-s-authorities>

<sup>6</sup> La déclaration a été publiée par l'Union Helsinki ukrainienne pour les droits de l'homme, le Centre des Libertés Civiques, le Centre de l'Information pour les droits de l'homme. - <http://en.odfoundation.eu/a/3277.an-appeal-to-the-heads-of-law-enforcement-agencies-in-ukraine>

<sup>7</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+WQ+E-2014-007824+0+DOC+XML+V0//EN&language=en>

<sup>8</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/3920.polish-parliamentarians-appeal-to-ukraine-s-authorities>

<sup>9</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/5270.kosma-zlotowski-in-mukhtar-ablyazov-s-case>

<sup>10</sup> <http://odfoundation.eu/a/5503.oswiadczenie-czlonkow-zgromadzenia-parlamentarnego-rady-europy-w-sprawie-mukhtara-ablyazova>

<sup>11</sup> <http://ua.odfoundation.eu/i/fmfiles/pdf/merged.pdf>

---

**suivantes** : le Groupe de Protection des Droits de l'Homme de Kharkiv, le Centre de l'Information pour les Droits de l'Homme, la Maison des Droits de l'Homme de Kiev, l'Association Ukrainienne des Droits de l'Homme pour la Surveillance des Forces de l'Ordre, le Comité de la Protection des Personnes illégalement accusées, le Projet Sans Frontières, l'Union Helsinki Ukrainienne pour les Droits de l'Homme, le Centre des Libertés Civiques, le Centre des Etudes Sociales. Le 27.11.2014, le Groupe Helsinki de Moscou, l'organisation russe pour les réfugiés du Comité „Collaboration Civique” et le Mouvement russe „Pour les droits de l'homme” ont attiré l'attention des autorités françaises sur le fait qu'après la tragédie de Zhanaozen le régime autoritaire de Nazarbaïev a renforcé la persécution des militants, de l'opposition et des médias indépendants. Les défenseurs russes des droits de l'homme ont fait remarquer que « les méthodes de persécution d'Abliazov, ressemblent sous plusieurs aspects aux représailles politiques contre Mikhail Khodorkowski en Russie et celles contre Yuliya Tymoshenko en Ukraine », en soulignant que la livraison d'Abliazov à la Russie « signifie en réalité sa remise entre les mains des services spéciaux kazakhs ». <sup>12</sup>

Le défenseur des droits de l'homme russe, Les Ponomarev, a déclaré : « ...*Je peux affirmer avec certitude que le procès qui attendrait Abliazov en Russie, en Ukraine ou au Kazakhstan, serait malhonnête et dans les faits partial politiquement par nature*».

„N'aidez pas Nazarbaïev à persécuter son adversaire politique principal, Moukhtar Abliazov” – c'est l'appel que les célèbres militants sociaux kazakhs ont lancé au président de la France en décembre 2014, notamment la défenseur des droits de l'homme Bakhytzhan Toregozhina, la journaliste Irina Petrushova et les représentants de l'émigration politique (le metteur en scène, Bulat Atabayev, l'homme politique de l'opposition, Muratbek Ketebayev et le journaliste, Igor Vinyavskiy). <sup>13</sup>

**Afin d'obtenir une information plus détaillée, veuillez contacter :**

Igor Savchenko - [igor.savchenko@odfoundation.eu](mailto:igor.savchenko@odfoundation.eu)

Lyudmyla Kozlovska - [lyudmylakozlovska@odfoundation.eu](mailto:lyudmylakozlovska@odfoundation.eu)

*Fondation Dialogue Ouvert*

---

<sup>12</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/5484.open-letter-to-french-president-francois-hollande-from-russian-human-rights-activists>

<sup>13</sup> <http://en.odfoundation.eu/a/5502.an-open-letter-to-president-francois-hollande-from-representatives-from-the-kazakh-opposition>